



Secrétariat et budget

- Après un processus de sélection mené à bien en 2016, les Membres de l'OMC ont désigné M. Roberto Azevêdo pour un second mandat, qui commencera en septembre 2017.
- À la fin de 2016, l'OMC employait 628 personnes de 79 nationalités différentes.
- L'OMC atteint presque la parité hommes-femmes au niveau des professionnels. En 2016, les femmes représentaient près de 45% des professionnels.
- L'OMC a lancé un Programme pour les jeunes professionnels afin d'augmenter le nombre de professionnels issus de pays sous-représentés.

Secrétariat de l'OMC	168
Nouvelles recrues	168
Organigramme du Secrétariat de l'OMC	169
Répartition des fonctionnaires par division	170
Fonctionnaires de l'OMC émergeant au budget ordinaire par classe et par sexe	171
Fonctionnaires de l'OMC par catégorie (professionnels/personnel de soutien)	171
Budget, finances et administration	174
Dépenses consolidées pour 2017	175
Contributions versées par les Membres au budget consolidé du Secrétariat de l'OMC et du secrétariat de l'Organe d'appel, 2017	176

Informations de base sur le Secrétariat et le budget

Le Secrétariat de l'OMC emploie plus de 600 personnes au bénéfice d'un contrat régulier qui coordonnent les activités de l'OMC.

Le budget annuel de l'OMC est financé pour l'essentiel par les contributions des Membres.

Secrétariat de l'OMC

Le Secrétariat est dirigé par le Directeur général, M. Roberto Azevêdo, qui a pris ses fonctions le 1er septembre 2013 pour un mandat de quatre ans. Les Membres de l'OMC sont convenus de désigner M. Azevêdo pour un second mandat commençant en septembre 2017, après un processus de sélection mené à bien à la fin de 2016. Les quatre directeurs généraux adjoints ci-après ont pris leurs fonctions le 1er octobre 2013: Yonov Frederick Agah (Nigéria), Karl Brauner (Allemagne), David Shark (États-Unis) et Yi Xiaozhun (Chine) (voir la figure 1). Le nombre de fonctionnaires de l'OMC a diminué en 2016, passant de 647 à 628; un processus de recrutement est en cours pour pourvoir les postes vacants.

Le 3 novembre 2016, le Président du Conseil général, Harald Neple (Norvège), a donné aux Membres de l'OMC des renseignements sur le processus de désignation du Directeur général après l'expiration de son mandat actuel le 31 août 2017. Il a dit que M. Azevêdo avait adressé une lettre dans laquelle il exprimait le souhait de demander sa reconduction pour un nouveau mandat, et que si les Membres souhaitaient présenter d'autres candidats, ils pourraient le faire entre le 1^{er} et le 31 décembre 2016. Le 4 janvier 2017, le Président a dit aux Membres qu'aucune autre candidature n'avait été reçue et que le titulaire du poste, Roberto Azevêdo, était le seul candidat. À une réunion du Conseil général, en février 2017, les Membres de l'OMC ont désigné M. Azevêdo pour un second mandat qui commencera en septembre 2017.

Les fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC sont originaires de 79 pays Membres (voir la figure 5). Le personnel se compose principalement d'économistes, de juristes et d'autres spécialistes de la politique commerciale internationale. Il comprend aussi des spécialistes d'autres domaines essentiels pour assurer le fonctionnement courant de l'Organisation, tels que les technologies de l'information, les statistiques, les finances, les ressources humaines et les services linguistiques. Les langues de travail de l'OMC sont l'anglais, l'espagnol et le français.

Le personnel du Secrétariat émergeant au budget ordinaire comprend les professionnels et le personnel des services

d'appui. Les professionnels représentent 61% du total et le personnel des services d'appui 39%. Les femmes restent plus nombreuses que les hommes à l'OMC (335 contre 293). Parmi le personnel professionnel, on compte 44% de femmes et 56% d'hommes (voir la figure 4).

La Division des ressources humaines répond à l'évolution des besoins au Secrétariat en aidant à réaffecter les ressources aux nouveaux domaines de travail ou aux domaines prioritaires. En 2016, la charge de travail des divisions juridiques a continué d'augmenter à cause du nombre élevé de différends engagés par les Membres de l'OMC. Pour faire face à cette situation, 29 postes ont été réaffectés aux divisions juridiques et la plupart ont été pourvus.

À la fin de 2016, le nombre de fonctionnaires travaillant dans les divisions juridiques était de 20 pour l'Organe d'appel, 31 pour la Division des affaires juridiques et 28 pour la Division des règles, contre 17, 23 et 20, respectivement, en 2014, lorsque le processus de réaffectation a été engagé (voir la figure 2). Le processus de recrutement se poursuit pour pourvoir les postes encore vacants au secrétariat de l'Organe d'appel et à la Division des règles. Ces mesures tiennent compte des limitations imposées par les Membres de l'OMC, y compris le plafond global du budget, et elles sont appliquées par la réaffectation de postes laissés vacants ailleurs dans le Secrétariat de l'OMC.

Nouvelles recrues

Stela Rubínová

Économiste chargée de recherche | Division de la recherche économique et des statistiques

Nationalité: tchèque

Date d'entrée en fonction: 1^{er} juillet 2016

Je suis arrivée à Genève il y a près de six ans pour faire une maîtrise en économie internationale. Ce qui m'a intéressée dans ce programme, c'est l'accent mis sur la politique publique. Par ailleurs, l'implantation à Genève de nombreuses institutions universitaires et internationales m'a incitée à y rester pour mes études de doctorat. L'OMC m'a toujours intéressée parce qu'elle fait le lien entre la recherche économique et

les aspects politiques concrets. J'y ai fait un stage lorsque j'ai commencé mon doctorat.

Au cours des quatre dernières années, j'ai travaillé sur mon doctorat, qui porte sur différents aspects de la production mondialisée et comment ils modifient notre façon de penser le commerce international. Mes recherches universitaires m'ont amenée à collaborer avec l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque nationale de Belgique. J'ai aussi participé à des projets axés sur les politiques avec la Banque mondiale et l'Organisation internationale du travail.

Le fait d'intégrer l'équipe de recherche économique de l'OMC me permet de mettre à profit et d'élargir mon expérience. Je participerai à tout l'éventail de ses activités, allant des publications de politique générale,

telles que le Rapport sur le commerce mondial, à la collaboration avec les milieux universitaires et les autres organisations internationales, en passant par l'analyse économique pour le règlement des différends.



Parmi les autres initiatives organisationnelles prises en 2016, il faut citer la création du Bureau du contrôle interne (BCIn) et la désignation du chef de ce bureau (voir page 170). Le BCIn assurera l'évaluation indépendante et objective des pratiques de gestion, des dépenses, du contrôle budgétaire et de toute allégation de faute. Il reprend les fonctions qu'exerçait précédemment le Bureau de l'audit interne.

De nouvelles méthodes de règlement informel des conflits sur le lieu de travail ont été introduites, avec la nomination d'un médiateur externe et d'un médiateur interne dont le rôle est de faciliter le dialogue entre les fonctionnaires pour les aider à parvenir à un accord.

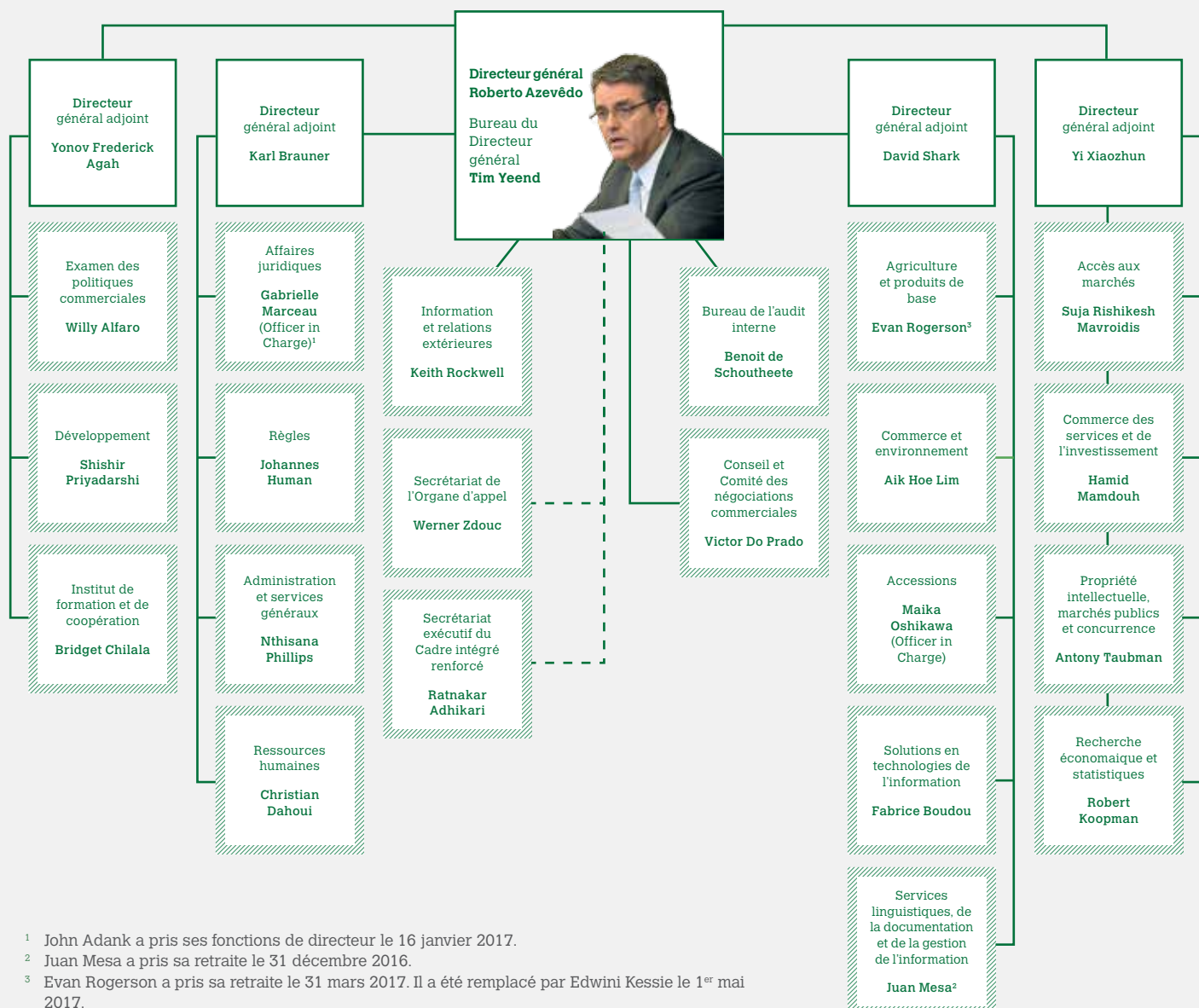
Le Programme des jeunes professionnels a été créé en 2016 pour accroître le nombre de professionnels au Secrétariat de l'OMC provenant de pays en développement et de pays moins avancés actuellement sans représentation. Un avis de vacance a été publié en 2016 et de nombreuses candidatures ont été reçues. Le processus de sélection a été mené conjointement

par l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT) (voir la page 134) et par la Division des ressources humaines. Les divisions souhaitant accueillir un jeune professionnel ont aussi été invitées à participer au processus. Six jeunes professionnels de cinq pays sous-représentés ont été sélectionnés pour travailler dans différentes divisions. Les jeunes professionnels sont arrivés à l'OMC en janvier 2017 et ils y resteront une année.

La Division des ressources humaines a continué à jouer le rôle qui lui est confié en vue d'améliorer le comportement professionnel et l'efficacité des fonctionnaires de l'OMC et d'instaurer un environnement de travail à la fois attrayant et propice au développement des compétences professionnelles du personnel.

Le Conseil du personnel de l'OMC, qui est élu par les fonctionnaires, défend les intérêts de tous les membres du personnel du Secrétariat, leur donne la possibilité d'exprimer leurs préoccupations, les aide à mieux comprendre leurs droits et leurs devoirs et représente leurs intérêts et leurs opinions auprès de la haute direction.

Figure 1: Secrétariat de l'OMC – Organigramme au 31 décembre 2016

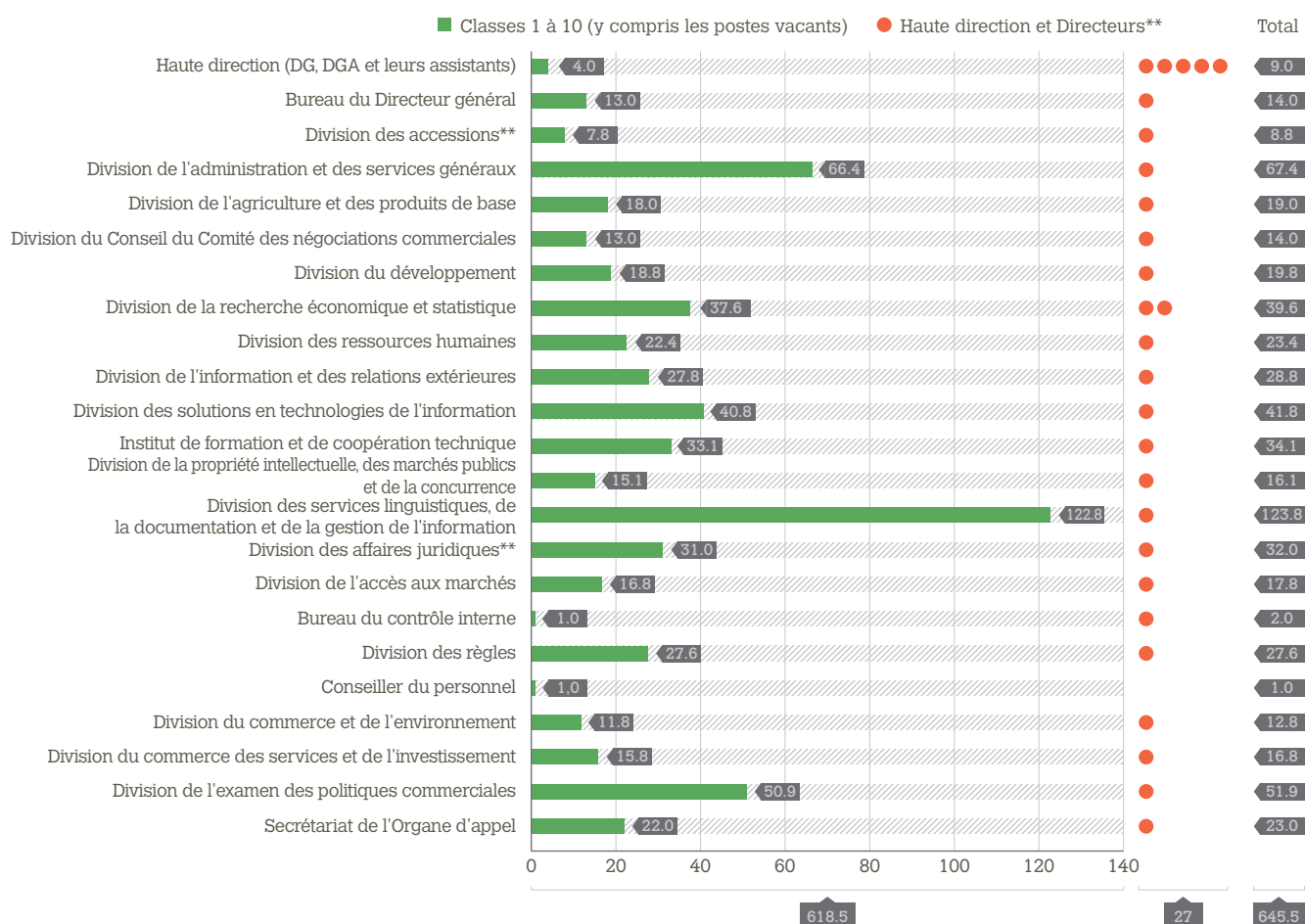


¹ John Adank a pris ses fonctions de directeur le 16 janvier 2017.

² Juan Mesa a pris sa retraite le 31 décembre 2016.

³ Evan Rogerson a pris sa retraite le 31 mars 2017. Il a été remplacé par Edwini Kessie le 1^{er} mai 2017.

Figure 2: Répartition du personnel par division au 31 décembre 2016 (nombre de postes)*



* Y compris les postes non encore pourvus. Les décimales correspondent aux fonctionnaires travaillant à temps partiel (par exemple à 80%).

**Deux fonctionnaires de classe 10 agissant en qualité de fonctionnaires responsables (Divisions des accessions et des affaires juridiques) sont comptés, dans ce cas, comme "Directeurs".

Nouvelles recrues

Benoit de Schoutheete

Chef du Bureau du contrôle interne

Nationalité: péruvienne

Date d'entrée en fonction: 5 septembre 2016

J'ai travaillé dans le domaine du contrôle interne pendant plus de 15 ans, d'abord dans le secteur privé, puis pour des organisations humanitaires non gouvernementales et enfin pour des institutions des Nations Unies, notamment le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Avant d'arriver à Genève, j'ai travaillé en Europe, en Amérique latine, en Afrique et dans la région Asie-Pacifique. Partout, j'ai pu constater que le commerce était au cœur du développement social et humain.

Je suis convaincu que le commerce international est un facteur essentiel pour l'amélioration du bien-être social et le maintien de la paix, raison pour laquelle je suis très heureux d'avoir rejoint l'OMC, organisation qui jouit d'une réputation mondiale et qui se trouve au centre du commerce international.

À mon avis, le rôle du contrôle interne est de donner un point de vue impartial sur la gestion des risques, la gouvernance et les processus de contrôle interne de l'Organisation. Nous ne sommes pas là pour juger et nous ne prétendons pas donner des leçons. Nous sommes comme le médecin de famille de l'OMC, chargé d'aider les responsables et les fonctionnaires à établir un diagnostic

clair des risques, des problèmes ou des défis professionnels qu'ils rencontrent et de trouver des solutions et des mesures de contrôle adéquates. Les audits, les évaluations et les enquêtes internes visent à renforcer l'efficacité et l'efficacité de l'OMC.



«Je suis convaincu que le commerce international est un facteur essentiel pour l'amélioration du bien-être social et le maintien de la paix.»

Figure 3: Fonctionnaires de l'OMC émargeant au budget ordinaire, par classe et par sexe, au 31 décembre 2016

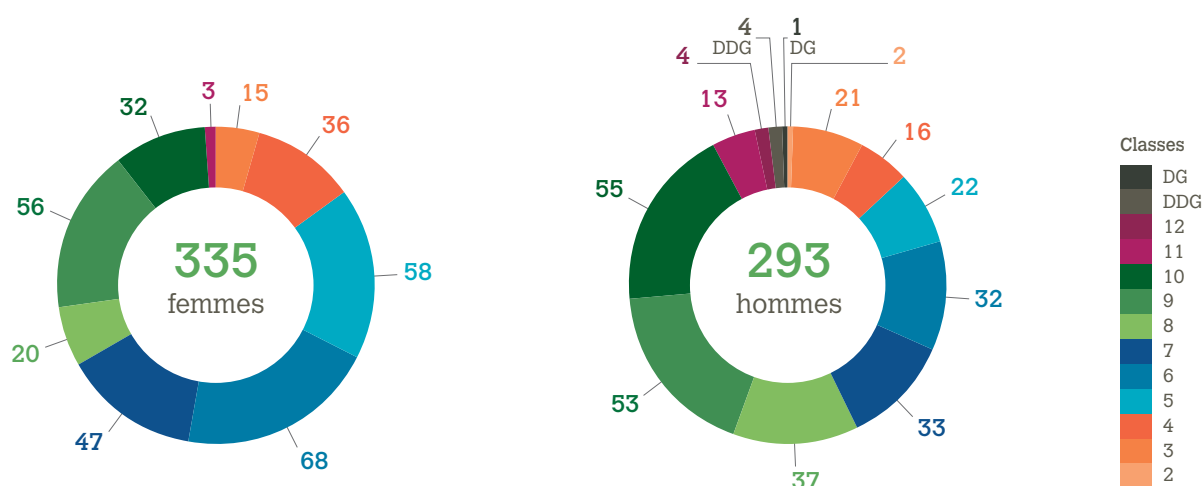


Figure 4: Pourcentage de fonctionnaires de l'OMC par catégorie (professionnels/personnel de soutien)

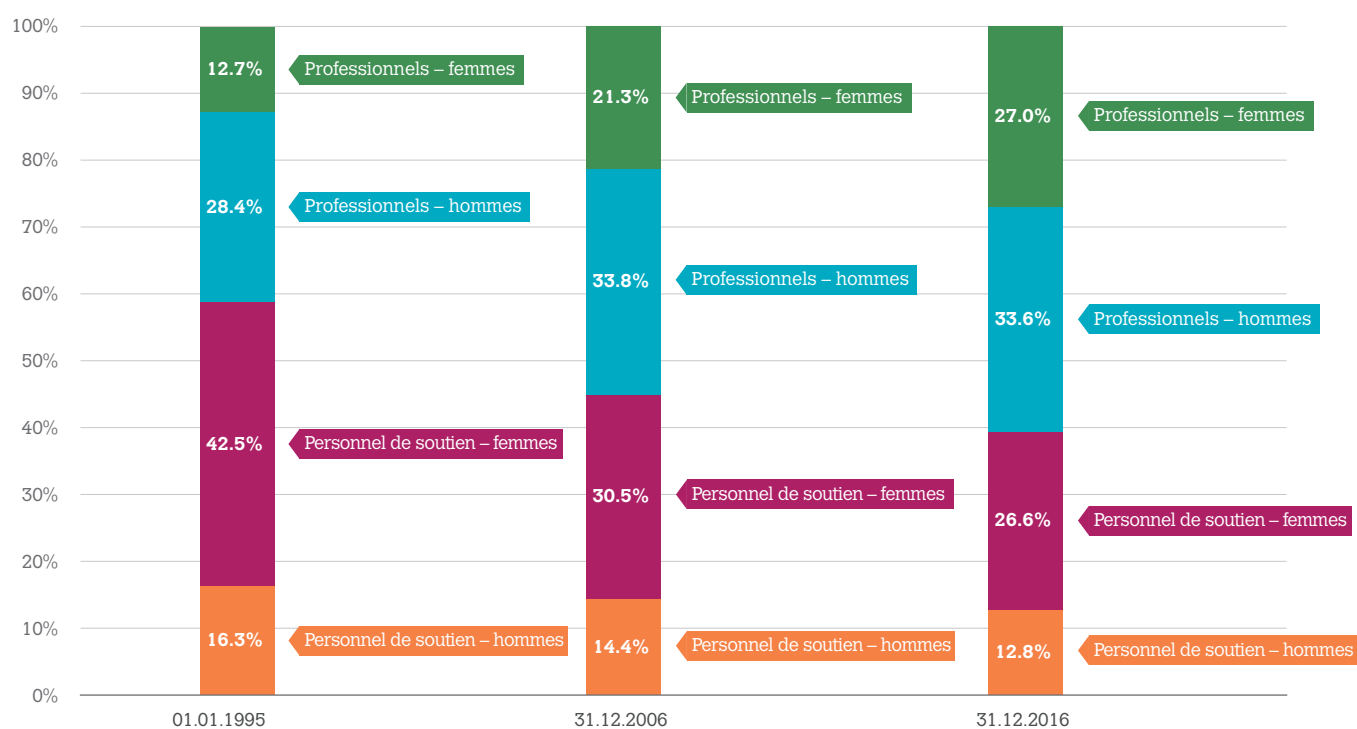
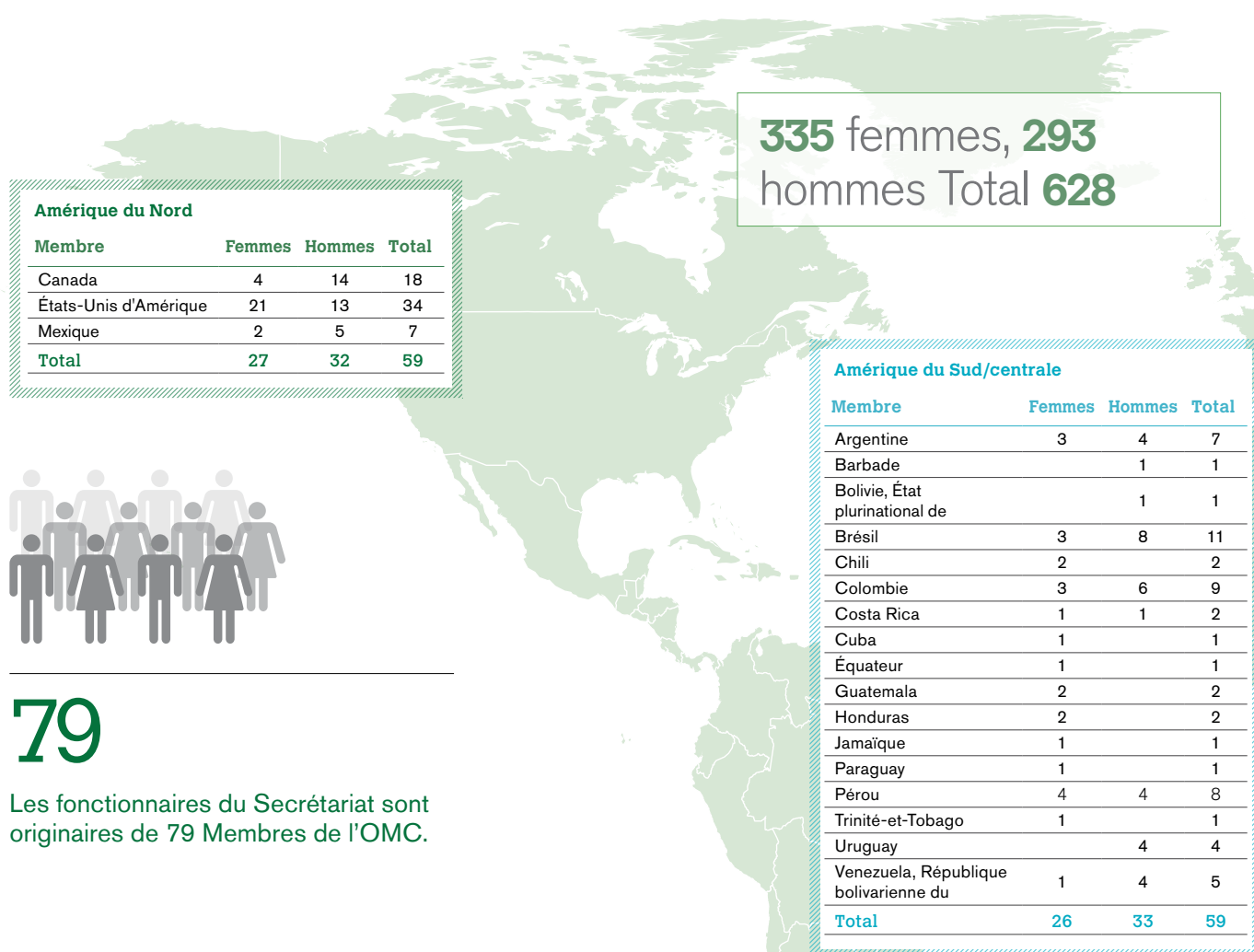


Figure 5: Fonctionnaires de l'OMC émergeant au budget ordinaire, par sexe et par nationalité, au 31 décembre 2016



Nouvelles recrues

Tashi Kaul

Juriste chargé du règlement des différends | Division des règles

Nationalité: indienne

Date d'entrée en fonction: 1^{er} octobre 2016

J'ai fait toute ma carrière dans le domaine du commerce international, en tant que juriste et économiste. J'ai représenté des entreprises auprès des autorités chargées des enquêtes antidumping et des enquêtes en matière de sauvegarde et j'ai conseillé des gouvernements sur la politique commerciale et le respect des règles de l'OMC.

Avant d'entrer à l'OMC, j'ai travaillé dans le domaine du droit commercial international pour plusieurs cabinets d'avocats et de consultants dans le monde entier. J'ai travaillé chez White & Case LLP à Genève, Washington et Bruxelles,

avant d'aller à New Delhi pour pratiquer le droit commercial international chez Ernst & Young LLP. Dans mon dernier poste avant d'entrer à l'OMC, je travaillais comme associé en droit commercial international dans le cabinet d'avocats Lakshmikumaran & Sridharan à New Delhi.

Ayant travaillé plusieurs années sur des affaires relatives à des mesures commerciales correctives dans des juridictions nationales, je souhaitais m'occuper d'affaires de ce type au niveau international. L'OMC était un choix naturel et je suis heureux d'être ici.

Dans la Division des règles, je conseille les groupes spéciaux dans le cadre des

«Ayant travaillé plusieurs années sur des affaires relatives à des mesures commerciales correctives dans des juridictions nationales, je souhaitais m'occuper d'affaires de ce type au niveau international.»

différends que les Membres portent devant l'OMC. Ce travail me passionne et j'y vois un prolongement fort intéressant du travail que j'ai fait dans le passé sur les mesures commerciales correctives.



Europe

Membre	Femmes	Hommes	Total	Membre	Femmes	Hommes	Total
Allemagne	7	14	21	Irlande	10	1	11
Autriche	2	3	5	Italie	10	12	22
Belgique	2	2	4	Norvège		2	2
Bulgarie	1	2	3	Pays-Bas	1	4	5
Croatie	1		1	Pologne	2	1	3
Danemark	2	1	3	Portugal	1	3	4
Espagne	28	11	39	République tchèque	1		1
Estonie	1		1	Roumanie	2		2
Fédération de Russie	2		2	Royaume-Uni	39	11	50
Finlande	2	1	3	Suède	1	2	3
France	94	69	163	Suisse	25	21	46
Grèce	3	1	4	Ukraine	1		1
Hongrie		2	2	Total	238	163	401

Asia

Membre	Femmes	Hommes	Total
Bangladesh		1	1
Chine	7	7	14
Corée, République de	4		4
Inde	3	10	13
Japon	2	2	4
Jordanie	1		1
Malaisie		2	2
Népal		1	1
Pakistan		3	3
Philippines	6	8	14
Turquie	2	2	4
Total	25	36	61

Afrique

Membre	Femmes	Hommes	Total	Membre	Femmes	Hommes	Total
Afrique du Sud		2	2	Ouganda	2		2
Bénin		2	2	République démocratique du Congo	1	1	2
Botswana	1		1	Rwanda		1	1
Égypte	3	2	5	Sénégal		1	1
Gambie	1		1	Tanzanie	1		1
Ghana		1	1	Tchad		1	1
Guinée		1	1	Tunisie	2	2	4
Kenya	1		1	Zambie	1		1
Malawi		1	1	Zimbabwe	2		2
Maroc	1	3	4	Total	16	22	38
Maurice		2	2				
Nigéria		2	2				

Océanie

Membre	Femmes	Hommes	Total
Australie	3	6	9
Nouvelle-Zélande		1	1
Total	3	7	10

Budget, finances et administration

Le Comité du budget, des finances et de l'administration a examiné les rapports sur la situation financière et budgétaire de l'OMC et a présenté le rapport 2015 sur les résultats financiers, l'examen intermédiaire 2016-2017 et le premier rapport du Bureau du contrôle interne. Il a envoyé des propositions de révisions du Régime des pensions de l'OMC au Conseil général pour approbation.

Le Secrétariat de l'OMC a présenté le rapport 2015 sur les résultats financiers de l'OMC. Le Comité a proposé que le Conseil général approuve les virements entre les chapitres du budget indiqués dans le rapport et le Conseil général les a approuvés.

Les vérificateurs extérieurs des comptes ont présenté leur rapport pour 2015 au Comité. En particulier, ils ont levé les réserves qu'ils avaient formulées au sujet des états financiers de l'année précédente et ont approuvé sans réserve les états financiers de 2015. Sur la base d'une recommandation du Comité, le Conseil général a approuvé le rapport des vérificateurs extérieurs. Le Comité a aussi examiné les modifications qu'il était proposé d'apporter aux Règles de gestion financière de l'OMC et en a recommandé l'approbation par le Conseil général.

Le Secrétariat de l'OMC tient les Membres de l'OMC régulièrement informés des différents aspects du processus d'examen organisationnel lancé par le Directeur général, Roberto Azevêdo, en décembre 2013. En 2016, il a été question notamment des activités du Groupe de travail des primes et de celles de divers groupes chargés d'examiner les questions relatives au comportement professionnel, à la politique de promotion et à l'initiative en matière de mobilité.

Le Comité s'est penché sur l'examen intermédiaire de l'OMC pour la période biennale 2016-2017, et sur celui du Centre du commerce international (ITC). Ni l'OMC ni l'ITC n'ont proposé

de révision de leur budget 2017. Le Comité a proposé que le Conseil général approuve le barème des contributions des Membres de l'OMC pour 2017.

Le Comité a recommandé au Conseil général d'approuver les contributions calculées au prorata dans la perspective de l'accession à l'OMC de la République du Libéria et de la République islamique d'Afghanistan, en juillet 2016. Le Conseil général a approuvé la recommandation.

Pendant l'année, le Comité a invité le Conseil général à demander instamment aux Membres et aux observateurs ayant des arriérés de contributions et visés par des arrangements administratifs de liquider ces arriérés.

Le Bureau du contrôle interne (BCIn) a présenté son rapport sur les activités d'audit interne. Le BCIn, qui a été établi en novembre 2015, est chargé d'effectuer des audits internes, des enquêtes et toute autre évaluation jugée nécessaire pour renforcer la responsabilisation, les contrôles internes, la conformité, la bonne utilisation des ressources et la gouvernance au sein du Secrétariat de l'OMC.

Le Comité a été informé des nouvelles politiques mises en place par la Division des solutions en technologies de l'information concernant la gouvernance des TI, la sécurité de l'information et les contrôles de sécurité. Ces questions ont pris beaucoup d'importance à l'échelle mondiale et le Secrétariat leur accorde une grande attention. Un Comité directeur des technologies et de la sécurité de l'information, composé de représentants de la haute direction, a été établi et se réunit régulièrement.

Le Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC a présenté au Comité des règles révisées proposées pour le Régime des pensions. Le Comité a pris note des révisions proposées et les a transmises au Conseil général pour approbation.

En novembre, le Secrétariat de l'OMC a présenté un projet de stratégie au Groupe chargé du suivi de l'élaboration d'une stratégie pour l'assurance santé après cessation de service. Le Groupe suit les travaux menés pour élaborer une stratégie à

Informations de base sur le budget, les finances et l'administration

Le Comité du budget, des finances et de l'administration suit la situation budgétaire et financière de l'OMC. Il examine les questions relatives à la gestion des ressources humaines, reçoit les rapports de situation sur le Régime des pensions et s'occupe des questions financières et administratives ayant trait au Secrétariat de l'OMC. Il fait rapport au Conseil général.



long terme visant à assurer la durabilité du régime d'assurance médicale de l'OMC et des prestations connexes au titre de l'assurance santé après cessation de service. Le Groupe ayant demandé des éclaircissements, des textes révisés lui ont été soumis ainsi qu'au CBFA. L'examen de cette question se poursuivra en 2017.

Le Groupe de travail sur le comité d'audit a examiné s'il était nécessaire que l'OMC ait un comité d'audit. Dans son rapport au Comité, le Groupe de travail a indiqué qu'il n'avait pas pu parvenir à un consensus. Plusieurs membres du Comité ont exprimé l'espoir que ce sujet serait réexaminé ultérieurement.

Le Comité a approuvé un don de 70 000 CHF de la Loterie Romande destiné à financer la restauration et l'installation du plafond des salles de réunion V et Y.

Budget de l'OMC pour 2017

L'OMC tire ses ressources des contributions annuelles de ses 164 Membres (voir les tableaux 1 et 2) et de recettes diverses. Les contributions sont calculées selon une formule qui tient compte de la part de chaque Membre dans le commerce international. Les recettes diverses proviennent principalement des contributions des pays ayant le statut d'observateur, de la vente des publications et de la location de salles de réunion.

Le budget de l'OMC pour 2017 est le suivant:

Secrétariat de l'OMC:

189 624 000 CHF

Organe d'appel et son secrétariat:

7 579 900 CHF

Budget total de l'OMC:

197 203 900 CHF

Tableau 1: Budget consolidé pour 2017

Section	Budget 2017 (milliers de CHF)
Dépenses de personnel (y compris rémunération du personnel, avantages au titre des pensions et après la cessation de service, assurance santé et invalidité, prestations familiales et avantages accordés au personnel international)	131 415
Personnel temporaire (y compris personnel engagé pour une courte durée, consultants, honoraires des membres des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel)	17 289
Services généraux (y compris frais de télécommunication et frais postaux, services contractuels et entretien, énergie et fournitures, documentation et publication)	15 330
Voyages et frais de réception	7 351
Partenaires de mise en œuvre (y compris toute activité ou événement financé partiellement/conjointement/entièrement par l'OMC, mais mis en œuvre par un organisme tiers)	213
Dépenses d'équipement (y compris achat d'actifs fixes et location de matériel)	2 350
Frais financiers (y compris frais bancaires et intérêts et remboursement de l'emprunt contracté pour le bâtiment)	1 280
Contributions au Centre du commerce international et réserves spéciales (y compris Fonds de fonctionnement de l'Organe d'appel et Fonds de fonctionnement de la Conférence ministérielle)	21 975
Total général	197 204

Tableau 2: Contributions versées par les Membres au budget consolidé du Secrétariat de l'OMC et du secrétariat de l'Organe d'appel, 2017

Membre	Contribution pour 2017 CHF	Contribution pour 2017 %	Membre	Contribution pour 2017 CHF	Contribution pour 2017 %
Afghanistan	48 875	0,025%	El Salvador	74 290	0,038%
Afrique du Sud	1 051 790	0,538%	Émirats arabes unis	2 774 145	1,419%
Albanie	44 965	0,023%	Équateur	240 465	0,123%
Allemagne	14 294 960	7,312%	Espagne	3 800 520	1,944%
Angola	496 570	0,254%	Estonie	179 860	0,092%
Antigua-et-Barbuda	29 325	0,015%	États-Unis d'Amérique	21 968 335	11,237%
Arabie saoudite, Royaume d'	2 490 670	1,274%	Ex-République yougoslave de Macédoine	52 785	0,027%
Argentine	780 045	0,399%	Fédération de Russie	4 418 300	2,260%
Arménie	35 190	0,018%	Fidji	29 325	0,015%
Australie	2 754 595	1,409%	Finlande	944 265	0,483%
Autriche	1 978 460	1,012%	France	7 470 055	3,821%
Bahreïn, Royaume du	168 130	0,086%	Gabon	68 425	0,035%
Bangladesh	297 160	0,152%	Gambie	29 325	0,015%
Barbade	29 325	0,015%	Géorgie	64 515	0,033%
Belgique	3 800 520	1,944%	Ghana	152 490	0,078%
Belize	29 325	0,015%	Grèce	672 520	0,344%
Bénin	29 325	0,015%	Grenade	29 325	0,015%
Bolivie, État plurinational de	93 840	0,048%	Guatemala	140 760	0,072%
Botswana	72 335	0,037%	Guinée	29 325	0,015%
Brésil	2 586 465	1,323%	Guinée-Bissau	29 325	0,015%
Brunéi Darussalam	80 155	0,041%	Guyana	29 325	0,015%
Bulgarie	316 710	0,162%	Haiti	29 325	0,015%
Burkina Faso	31 280	0,016%	Honduras	76 245	0,039%
Burundi	29 325	0,015%	Hong Kong, Chine	5 157 290	2,638%
Cabo Verde	29 325	0,015%	Hongrie	1 030 285	0,527%
Cambodge	86 020	0,044%	Îles Salomon	29 325	0,015%
Cameroun	64 515	0,033%	Inde	4 463 265	2,283%
Canada	5 022 395	2,569%	Indonésie	1 800 555	0,921%
Chili	787 865	0,403%	Irlande	1 955 000	1,000%
Chine	18 756 270	9,594%	Islande	60 605	0,031%
Chypre	119 255	0,061%	Israël	832 830	0,426%
Colombie	576 725	0,295%	Italie	5 436 855	2,781%
Congo	91 885	0,047%	Jamaïque	52 785	0,027%
Corée, République de	5 947 110	3,042%	Japon	8 345 895	4,269%
Costa Rica	142 715	0,073%	Jordanie	164 220	0,084%
Côte d'Ivoire	105 570	0,054%	Kazakhstan	639 285	0,327%
Croatie	224 825	0,115%	Kenya	121 210	0,062%
Cuba	146 625	0,075%	Koweït, État du	694 025	0,355%
Danemark	1 515 125	0,775%	Lesotho	29 325	0,015%
Djibouti	29 325	0,015%	Lettonie	156 400	0,080%
Dominique	29 325	0,015%	Libéria	29 325	0,015%
Égypte	510 255	0,261%			

¹ Aucune contribution n'est mise à la charge de l'Union européenne. Toutefois, des contributions sont mises à la charge de ses 28 membres individuellement. La part totale des membres de l'Union européenne dans le total des contributions mises à la charge des Membres de l'OMC pour 2017 est de 34,04%.

Membre	Contribution pour 2017 CHF	Contribution pour 2017 %
Liechtenstein	62 560	0,032%
Lituanie	310 845	0,159%
Luxembourg	848 470	0,434%
Macao, Chine	303 025	0,155%
Madagascar	29 325	0,015%
Malaisie	2 084 030	1,066%
Malawi	29 325	0,015%
Maldives	29 325	0,015%
Mali	29 325	0,015%
Malte	125 120	0,064%
Maroc	351 900	0,180%
Maurice	58 650	0,030%
Mauritanie	29 325	0,015%
Mexique	3 503 360	1,792%
Moldova, République de	37 145	0,019%
Mongolie	54 740	0,028%
Monténégro	29 325	0,015%
Mozambique	62 560	0,032%
Myanmar	91 885	0,047%
Namibie	56 695	0,029%
Népal	41 055	0,021%
Nicaragua	48 875	0,025%
Niger	29 325	0,015%
Nigéria	785 910	0,402%
Norvège	1 530 765	0,783%
Nouvelle-Zélande	451 605	0,231%
Oman	391 000	0,200%
Ouganda	54 740	0,028%
Pakistan	340 170	0,174%
Panama	254 150	0,130%
Papouasie-Nouvelle-Guinée	64 515	0,033%
Paraguay	113 390	0,058%
Pays-Bas	5 821 990	2,978%
Pérou	416 415	0,213%
Philippines	660 790	0,338%
Pologne	2 107 490	1,078%
Portugal	793 730	0,406%
Qatar	791 775	0,405%
République centrafricaine	29 325	0,015%
République démocratique du Congo	103 615	0,053%
République démocratique populaire lao	29 325	0,015%

Membre	Contribution pour 2017 CHF	Contribution pour 2017 %
République dominicaine	154 445	0,079%
République kirghize	39 100	0,020%
République slovaque	764 405	0,391%
République tchèque	1 397 825	0,715%
Roumanie	666 655	0,341%
Royaume-Uni	7 366 440	3,768%
Rwanda	29 325	0,015%
Saint-Kitts-et-Nevis	29 325	0,015%
Saint-Vincent-et-les Grenadines	29 325	0,015%
Sainte-Lucie	29 325	0,015%
Samoa	29 325	0,015%
Sénégal	43 010	0,022%
Seychelles	29 325	0,015%
Sierra Leone	29 325	0,015%
Singapour	4 723 280	2,416%
Slovénie	308 890	0,158%
Sri Lanka	158 355	0,081%
Suède	2 142 680	1,096%
Suisse	3 554 190	1,818%
Suriname	29 325	0,015%
Swaziland	29 325	0,015%
Tadjikistan	29 325	0,015%
Taipei chinois	3 000 925	1,535%
Tanzanie	91 885	0,047%
Tchad	44 965	0,023%
Thaïlande	2 367 505	1,211%
Togo	29 325	0,015%
Tonga	29 325	0,015%
Trinité-et-Tobago	115 345	0,059%
Tunisie	217 005	0,111%
Turquie	1 998 010	1,022%
Ukraine	746 810	0,382%
Union européenne ¹	0	0,000%
Uruguay	119 255	0,061%
Vanuatu	29 325	0,015%
Venezuela, République bolivarienne du	705 755	0,361%
Viet Nam	1 114 350	0,570%
Yémen	99 705	0,051%
Zambie	86 020	0,044%
Zimbabwe	48 875	0,025%
TOTAL	195 500 000	100,000%

Comment l'OMC est structurée

L'organe de décision suprême de l'OMC est la Conférence ministérielle, qui se réunit généralement tous les deux ans.

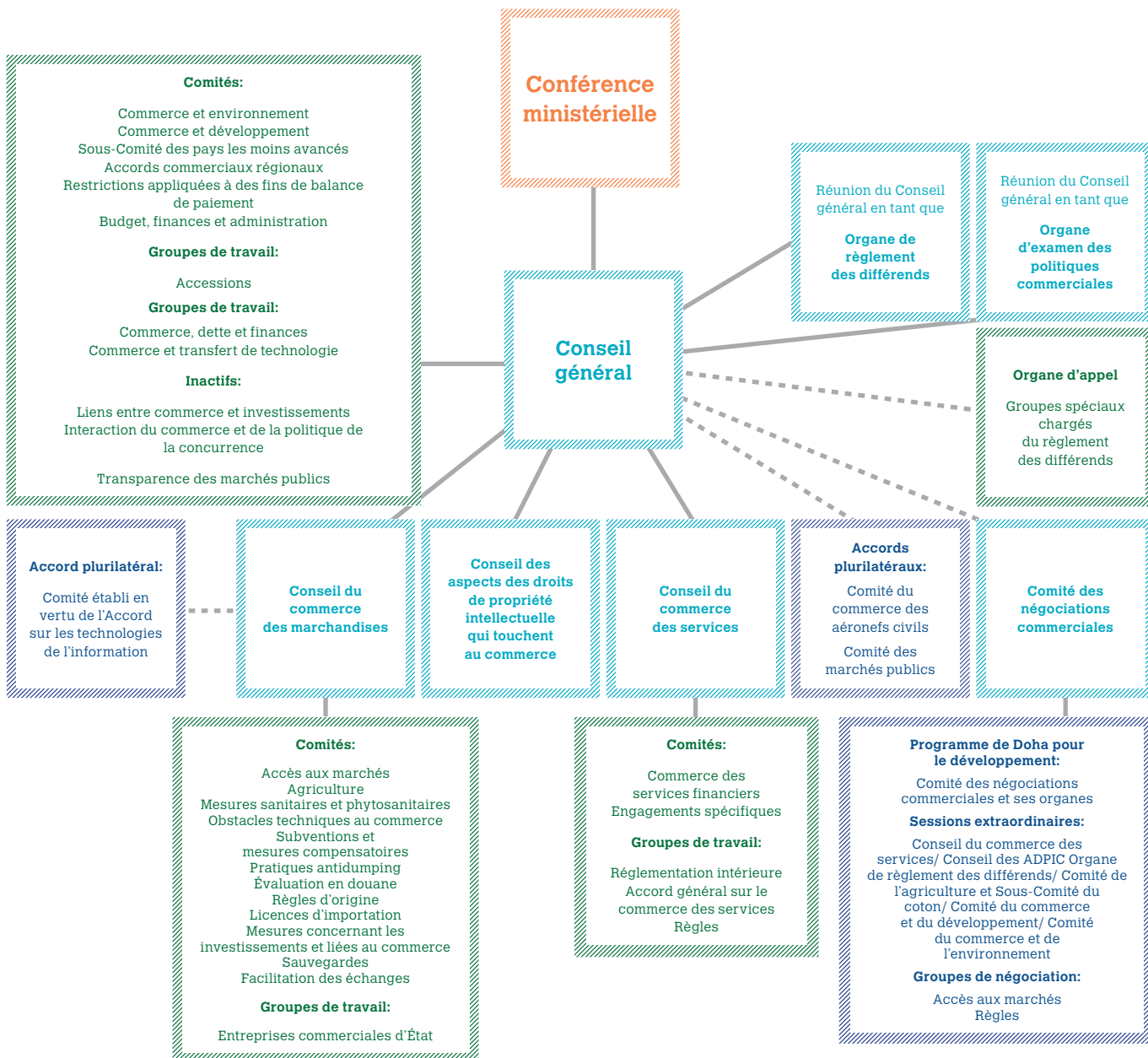
Au deuxième niveau, il y a le Conseil général (composé normalement des ambassadeurs et des Chefs de délégation en poste à Genève, mais parfois aussi de fonctionnaires envoyés par les capitales des pays Membres), qui se réunit plusieurs fois par an au siège de l'Organisation à Genève. Le Conseil général se réunit aussi en tant qu'Organe d'examen des politiques commerciales et en tant qu'Organe de règlement des différends.

Au troisième niveau, il y a le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil du commerce des services et le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle

qui touchent au commerce (ADPIC), qui rendent compte au Conseil général.

De nombreux comités spécialisés, groupes de travail et groupes d'experts s'occupent des domaines visés par les différents accords et d'autres domaines tels que l'environnement, le développement, les demandes d'accession et les accords commerciaux régionaux.

Tous les Membres de l'OMC peuvent participer à tous les conseils et comités, à l'exception de l'Organe d'appel, des groupes spéciaux chargés du règlement des différends et des comités établis en vertu des accords plurilatéraux.



Présidents des organes de l'OMC (au 31 décembre 2016)

Présidents du Conseil général et des organes qui lui font rapport

Conseil général	Ambassadeur Harald Neple (Norvège)
Organe de règlement des différends	Ambassadeur Xavier Carim (Afrique du Sud)
Organe d'examen des politiques commerciales	Mme Irene B. K. Young (Hong Kong, Chine)
Conseil du commerce des marchandises	Ambassadeur Hamish McCormick (Australie)
Conseil du commerce des services	Ambassadeur Gustavo Vanerio (Uruguay)
Conseil des ADPIC	M. Modest Jonathan Mero (Tanzanie)
Comité du commerce et de l'environnement	Ambassadeur Héctor Casanueva (Chili)
Comité du commerce et du développement	Ambassadeur Christopher Onyanga Aparr (Ouganda)
Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements	Ambassadeur Shameem Ahsan (Bangladesh)
Comité des accords commerciaux régionaux	Ambassadeur Daniel Blockert (Suède)
Comité du budget, des finances et de l'administration	Mme Inga Ernstsone (Lettonie)
Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie	Ambassadeur Luis Enrique Chávez Basagoitia (Pérou)
Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances	Ambassadeur Atanas Atanassav Paparizov (Bulgarie)
Comité des négociations commerciales	Directeur général Roberto Azevêdo (OMC)
Comité préparatoire de la facilitation des échanges	Ambassadrice Mariam Md. Salleh (Malaisie)

Présidents des organes établis dans le cadre du Comité des négociations commerciales

Groupe de négociation sur l'accès aux marchés	Ambassadeur Didier Chambovey (Suisse)
Groupe de négociation sur les règles	Ambassadeur Wayne McCook (Jamaïque)
Session extraordinaire du Conseil du commerce des services	Ambassadeur Marcelo Cima (Argentine)
Session extraordinaire du Conseil des ADPIC	Ambassadeur Dacio Castillo (Honduras)
Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends	Ambassadeur Stephen Karau (Kenya)
Session extraordinaire du Comité de l'agriculture	Ambassadeur Vangelis Vitalis (Nouvelle-Zélande)
Sous Comité du coton	Ambassadeur Vangelis Vitalis (Nouvelle-Zélande)
Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement	Ambassadeur Syed Tauqir Shah (Pakistan)
Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement	Ambassadrice Yee Woan Tan (Singapour)

Présidents des organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises

Comité de l'agriculture	M. Garth Ehrhardt (Canada)
Comité des pratiques antidumping	M. Peira Shannon (Australie)
Comité de l'évaluation en douane	M. Yasser Korani (Égypte)
Comité des licences d'importation	M. Tapio Pyysalo (Finlande)
Comité de l'accès aux marchés	Mme Hanna Olsen Bodsberg (Norvège)
Comité des règles d'origine	M. Chih-Tung Chang (Taïpei chinois)
Comité des sauvegardes	M. Yusong Chen (Chine)
Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires	Mme Marcela Otero (Chili)
Comité des subventions et des mesures compensatoires	M. Jin-dong Kim (République de Corée)
Comité des obstacles techniques au commerce	Mme Esther Peh (Singapour)
Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce	Mme Marine Willemetz (Suisse)
Groupe de travail des entreprises commerciales d'État	Mme Yeili Danelly Rangel Peñaranda (Colombie)
Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits de technologies de l'information	Mme Zsafia Tvarusko (Hongrie)

Présidents des organes subsidiaires du Conseil du commerce des services

Comité du commerce des services financiers	Mme Junko Ueno (Japon)
Groupe de travail de la réglementation intérieure	Mme Katarzyna Stecz (Pologne)
Comité des engagements spécifiques	M. Han Changtian (Chine)
Groupe de travail des règles de l'AGCS	M. Gustavo Héctor Mendez (Argentine)

Présidents des Comités chargés des accords plurilatéraux

Comité du commerce des aéronefs civils	M. Hsiao-Yin Wu (Taïpei chinois)
Comité des marchés publics	M. John Newham (Irlande)

Membres de l'OMC: 164 Membres (au 31 décembre 2016)

Membre ¹	Date d'accession	Membre ¹	Date d'accession	Membre ¹	Date d'accession
Afghanistan	2016	Hongrie	1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	1995
Afrique du Sud	1995	Îles Salomon	1996	Sainte-Lucie	1995
Albanie	2000	Inde	1995	Samoa	2012
Allemagne	1995	Indonésie	1995	Sénégal	1995
Angola	1996	Irlande	1995	Seychelles	2015
Antigua-et-Barbuda	1995	Islande	1995	Sierra Leone	1995
Arabie saoudite, Royaume d'	2005	Israël	1995	Singapour	1995
Argentine	1995	Italie	1995	Slovénie	1995
Arménie	2003	Jamaïque	1995	Sri Lanka	1995
Australie	1995	Japon	1995	Suède	1995
Autriche	1995	Jordanie	2000	Suisse	1995
Bahreïn, Royaume du	1995	Kazakhstan	2015	Suriname	1995
Bangladesh	1995	Kenya	1995	Swaziland	1995
Barbade	1995	Koweït, État du	1995	Tadjikistan	2013
Belgique	1995	Lesotho	1995	Taipei chinois	2002
Belize	1995	Lettonie	1999	Tanzanie	1995
Bénin	1996	Libéria	2016	Tchad	1996
Bolivie, État plurinational de	1995	Liechtenstein	1995	Thaïlande	1995
Botswana	1995	Lituanie	2001	Togo	1995
Brésil	1995	Luxembourg	1995	Tonga	2007
Brunéi Darussalam	1995	Macao, Chine	1995	Trinité-et-Tobago	1995
Bulgarie	1996	Madagascar	1995	Tunisie	1995
Burkina Faso	1995	Malaisie	1995	Turquie	1995
Burundi	1995	Malawi	1995	Ukraine	2008
Cabo Verde	2008	Maldives	1995	Union européenne	1995
Cambodge	2004	Mali	1995	Uruguay	1995
Cameroun	1995	Malte	1995	Vanuatu	2012
Canada	1995	Maroc	1995	Venezuela, République bolivarienne du	1995
Chili	1995	Maurice	1995	Viet Nam	2007
Chine	2001	Mauritanie	1995	Yémen	2014
Chypre	1995	Mexique	1995	Zambie	1995
Colombie	1995	Moldova, République de	2001	Zimbabwe	1995
Congo	1997	Mongolie	1997		
Corée, République de	1995	Monténégro	2012		
Costa Rica	1995	Mozambique	1995		
Côte d'Ivoire	1995	Myanmar	1995		
Croatie	2000	Namibie	1995		
Cuba	1995	Népal	2004		
Danemark	1995	Nicaragua	1995		
Djibouti	1995	Niger	1996		
Dominique	1995	Nigéria	1995		
Égypte	1995	Norvège	1995		
El Salvador	1995	Nouvelle-Zélande	1995		
Émirats arabes unis	1996	Oman	2000		
Équateur	1996	Ouganda	1995		
Espagne	1995	Pakistan	1995		
Estonie	1999	Panama	1997		
États-Unis d'Amérique	1995	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1996		
Ex-République yougoslave de Macédoine	2003	Paraguay	1995		
Fédération de Russie	2012	Pays-Bas	1995		
Fidji	1996	Pérou	1995		
Finlande	1995	Philippines	1995		
France	1995	Pologne	1995		
Gabon	1995	Portugal	1995		
Gambie	1996	Qatar	1996		
Géorgie	2000	République centrafricaine	1995		
Ghana	1995	République démocratique du Congo	1997		
Grèce	1995	République démocratique populaire lao	2013		
Grenade	1996	République dominicaine	1995		
Guatemala	1995	République kirghize	1998		
Guinée	1995	République slovaque	1995		
Guinée-Bissau	1995	République tchèque	1995		
Guyana	1995	Roumanie	1995		
Haïti	1996	Royaume-Uni	1995		
Honduras	1995	Rwanda	1996		
Hong Kong, Chine	1995	Saint-Kitts-et-Nevis	1996		

États/territoires douaniers distincts souhaitant accéder à l'OMC (au 31 décembre 2016)

Algérie
Andorre
Azerbaïdjan
Bahamas
Bélarus
Bhoutan
Bosnie-Herzégovine
Comores
Éthiopie
Guinée équatoriale
Iran
Iraq
Libye
Ouzbékistan
République arabe syrienne
République libanaise
Sao Tomé-et-Principe
Serbie
Somalie
Soudan
Timor-Leste

Pays qui sont devenus officiellement Membres de l'OMC en 2016

Membre	Date d'accession
Libéria	14 juillet 2016
Afghanistan	29 juillet 2016

¹ Les Membres sont en majorité des états, mais peuvent aussi être des territoires douaniers jouissant d'une entière autonomie dans la conduite de leurs relations commerciales extérieures.

Abréviations

ACR	Accord commercial régional	MIC	Mesures concernant les investissements et liées au commerce
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	MNT	Mesures non tarifaires
AEM	Accord environnemental multilatéral	NPF	Clause de la nation la plus favorisée
AGCS	Accord général sur le commerce des services	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
AMNA	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	OIT	Organisation internationale du travail
AMP	Accord sur les marchés publics	OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	ONG	Organisation non gouvernementale
ATI	Accord sur les technologies de l'information	ORD	Organe de règlement des différends
CCD	Comité du commerce et du développement	OTC	Obstacles techniques au commerce
CCI	Chambre de commerce internationale	PDD	Programme de Doha pour le développement
CIR	Cadre intégré renforcé	PDINPA	Pays en développement importateurs nets de produits alimentaires
CNC	Comité des négociations commerciales	PEV	Petite économie vulnérable
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	PIB	Produit intérieur brut
EPC	Examen des politiques commerciales	PMA	Pays les moins avancés
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PME	Petites et moyennes entreprises
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	SH	Système harmonisé
IED	Investissement étranger direct	SMC	Subventions et mesures compensatoires
IFCT	Institut de formation et de coopération technique	SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
IG	Indications géographiques	STDF	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
ISO	Organisation internationale de normalisation	UIP	Union interparlementaire
ITC	Centre du commerce international	UIT	Union internationale des télécommunications
MEPC	Mécanisme d'examen des politiques commerciales		

0: zéro ou chiffre arrondi à zéro.

1 milliard signifie 1 000 millions.

Les chiffres étant arrondis, il peut y avoir une légère différence entre la somme des chiffres et le total indiqué.

Sauf indication contraire, i) toutes les valeurs sont exprimées en dollars EU; ii) les chiffres du commerce comprennent les échanges entre les membres des zones de libre-échange, des unions douanières, des associations régionales et autres groupements de pays.

Note

Le présent rapport examine les activités de l'OMC en 2016 et au début de 2017. Le mot «pays» est souvent utilisé pour désigner les Membres de l'OMC bien que certains Membres soient officiellement des «territoires douaniers» et pas nécessairement des pays au sens habituel du terme.

Autres renseignements

Le site Web de l'OMC contient d'autres renseignements sur l'Organisation et ses activités: www.wto.org/fr.

Des renseignements généraux sur l'OMC sont disponibles dans les publications suivantes, qui peuvent être téléchargées gratuitement à partir du site Web:

L'OMC en quelques mots

Un point de départ pour trouver des renseignements essentiels sur l'Organisation mondiale du commerce.

Concise et pratique, cette petite brochure constitue une introduction idéale à l'OMC.

Dix choses que l'OMC peut faire

Cette brochure met en lumière certains des avantages du système commercial, sans pour autant prétendre que tout

est parfait – sinon, il ne serait pas nécessaire de continuer à négocier, ni d'adapter et de réformer constamment le système. Elle remplace «Les dix avantages du système commercial de l'OMC» et «Dix malentendus fréquents au sujet de l'OMC».

Librairie en ligne

Vous pouvez commander les publications imprimées à la librairie en ligne de l'OMC: <http://onlinebookshop.wto.org>.

De nombreuses publications peuvent être téléchargées gratuitement à partir du site Web de l'OMC: www.wto.org/fr.

Vous pouvez vous inscrire pour être avertis gratuitement de la parution de nouveaux titres.

Télécharger l'application

Le *Rapport annuel 2017* de l'OMC sera disponible sous forme d'application. Vous pourrez le télécharger depuis l'App Store et Google Play pour le consulter sur votre iPad, votre iPhone, votre tablette ou votre smartphone Android.



Crédits photo

Photos de couverture (dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du haut à droite): © Shutterstock/tcly; © OMC/Studio Casagrande; © OMC/Studio Casagrande; © Nikada; © Rawpixel.com.

Page ii: © OMC/Studio Casagrande; © OMC; © OMC/Studio Casagrande; © OMC; © OMC.

Pages 3, 19, 91, 138, 140, 141, 142, 143, 157: © OMC/Studio Casagrande.

Pages 5, 8, 14, 17, 18, 22, 24, 25, 26, 30, 33, 37, 39, 40, 41, 43, 44, 47, 60, 73, 79, 86, 87, 104, 116, 117, 129, 135, 147, 158, 159, 160, 163, 168, 169, 170, 172: © OMC.

Page 6 (selon la date): © OMC; © OMC; © OMC; © Pixabay/skeeze; © OMC; © OMC; © Getty Images/OJO Images RF; © OMC; © OMC.

Page 7 (selon la date): © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC/ANTARA; © OMC.

Page 10: © iStockphoto/apomares.

Page 11: © Getty Images/Bruce Clarke.

Page 12: © iStockphoto/Nancy Nehring.

Page 13: © Panos/Sven Torfinn/H4+.

Page 20 (selon la date): © Getty Images/Fabrice Coffrini; © OMC; © OMC; © Newzulu Alamy Stock Photo; © OMC; © Financial Times Live; © OMC; © OMC.

Page 21 (selon la date): © OMC; © OMC; © Xinhua/Pang Xinglei; © OMC/Studio Casagrande; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC; © OMC.

Page 35: © Government of Wales.

Page 36: © SECO/Marco Zanoni.

Page 40 : © Dean Calma/IAEA.

Page 42: © Dean Calma/IAEA.

Page 54: © Adobe Stock/Rawpixel.com.

Page 69: © Adobe Stock/golubovy.

Page 71: © iStockphoto/izusek.

Page 72: © iStockphoto/BeyondImages.

Page 76: © Getty Images/Tempura.

Page 80: © Adobe Stock/Goodpics.

Page 84: © iStockphoto/simonmuncer.

Page 85: © Getty Images/Peter Starman.

Page 89: © Pixabay/StockSnap.

Page 94 (clockwise from top left): © Shutterstock.com/G-Valeriy; © Alexandre Moreau; © Getty Images/ABDELHAK SENNA; © Bloomberg; © Getty Images/Bloomberg/JEAN-CLAUDE COUTAUSSE; © Getty Images/GIANLUIGI GUERCIA; © Getty Images/AFP/ORLANDO SIERRA; © Getty Images/Glow Images, Inc.; © Getty Images/Bloomberg.

Page 95 (dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du haut à gauche): © Getty Images/Lonely Planet Images/Aldo Pavan; © Getty Images/AFP/SERGEI SUPINSKY; © Shutterstock.com/Yulia Grigoryeva; © Shutterstock.com/Thomas Koch; © Getty Images/Bloomberg; © Getty Images/LightRocket/Gerhard Joren; © Pixabay/Sharon Ang; © Shutterstock.com/chinahbzyg; © Getty Images/Bloomberg; © Getty Images/Fairfax Media/The Sydney Morning Herald/Kate Geraghty; © Irene Scott for AusAID; © Getty Images/Moment/Vincent Jary; © Shutterstock/Matej Kastelic; © Getty Images News/Reza.

Page 120: © Getty Images/moodboard.

Page 131: © EIF.

Page 132: © STDF.

Page 144: © Inter-Parliamentary Union.

Page 145: © Inter-Parliamentary Union.

Page 148: © WIPO/Emmanuel Berrod.

Page 149: © Xinhua/Pang Xinglei.

Page 151: © Reuters/Aly Song.

Page 166: © Adrien Barakat.



Organisation mondiale du commerce
Centre William Rappard
Rue de Lausanne 154
CH-1211 Genève 2
Suisse
Tél.: (standard): +41 (0)22 739 51 11
Courriel: enquiries@wto.org
Site Web: www.wto.org/fr

ISBN: 978-92-870-4145-6

